

Professionnel·les de la santé: rester ou quitter?

Les premiers résultats d'une étude de cohorte révèlent des disparités dans les intentions de rester en poste chez les professionnel·les de santé en Suisse. Certaines professions sont plus particulièrement touchées.



© Kerim Eveyik / pexels Les premiers résultats du projet national SCOPICA, mené par Unisanté, la Haute École de la Santé La Source et le CHUV, mettent en lumière des tendances alarmantes concernant le maintien des professionnel·les de santé dans leur métier. L'étude de cohorte, débutée en 2022 et qui s'étend sur plusieurs années, couvre un échantillon de 5'929 professionnel·les représentant plus de 30 professions de la santé, exerçant dans des secteurs variés tels que les hôpitaux publics (39%), les cabinets de groupe (8%) et individuels (8%), les services d'urgences préhospitalières (8%) et les établissements médico-sociaux (EMS, 7%) notamment. La majorité des personnes participantes sont des femmes (78%) et les deux tranches d'âge les plus représentées sont celles des 25-34 ans (30%) et 35-44 ans (28%), souligne des disparités importantes selon les métiers.

Disparités selon les professions

Alors que 86% des psychologues-psychothérapeutes envisagent de rester dans leur profession, seulement 49% des assistant·es en soins et santé communautaire partagent cette intention. Plus de 15% des assistant·es en pharmacie, des infirmier·ères diplômés·es, des technicien·nes en radiologie, des auxiliaires de santé et des pharmaciens·nes indiquent ne pas envisager de rester dans leur profession si leurs conditions de travail restent inchangées.

Plusieurs facteurs sont mis en avant, notamment l'adéquation des ressources disponibles et l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle. L'analyse révèle que l'intention de rester dans la profession est plus faible chez les professionnel·les des établissements médico-sociaux et chez ceux·celles ayant récemment commencé leur carrière et travaillant de nombreuses heures par semaine.

En comprenant mieux les dynamiques qui sous-tendent les choix de carrière des professionnel·les de la santé, il devient possible de mettre en place des politiques ciblées pour améliorer leur bien-être et réduire les taux de départs. En ce sens, les résultats du projet contribuent à amener un éclairage aux autorités sanitaires, aux associations professionnelles ou aux responsables politiques. Ils sont d'ailleurs actuellement utilisés par l'Office fédéral de la santé publique dans le cadre du monitoring national du personnel soignant, proposé dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers.

(Source : CROC, avec communiqué de presse)

Voir la [plateforme interactive](#) présentant les résultats du projet